

L'ART DU COMPROMIS



**FRIEDRICH
EBERT 
STIFTUNG**

L'ART DU COMPROMIS

Le chemin vers la réalisation
des idéaux dans une véritable
démocratie

Prof. Thomas Meyer
Université de Dortmund, Allemagne

Publication traduite de l'anglais au français

Tout usage à but commercial des publications, brochures
ou autres imprimés de la Friedrich Ebert Stiftung est formellement
interdit à moins d'une autorisation écrite délivrée préalablement
par la Friedrich Ebert Stiftung.

La présente publication n'est pas destinée à la vente

Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
Réservés pour tous les pays.

No part of this book may be reproduced in any form, by print, photoprint, microfilm
or other means without written permission from the publisher.

© - by Friedrich Ebert Stiftung, Yaoundé (Cameroun), 2012.

Tél. 00 237 22 21 29 96 / 00 237 22 21 52 92

B.P. 11 939 Yaoundé / **Fax** : 00 237 22 21 52 74

E-mail : info@fes-kamerun.org

Site : <http://www.fes-kamerun.org>

Située Face Ambassade de Russie, Bastos-Yaoundé.

Réalisation éditoriale,

Presses universitaires d'Afrique

B.P. 8106 Yaoundé-Cameroun

ISBN : 978-9956-444-68-5

Table des Matières

| | |
|--|----|
| Préface | 5 |
| 1. Le compromis – école supérieure de démocratie..... | 7 |
| 2. La démocratie – outil moderne de résolution des conflits | 9 |
| 3. Le pluralisme – fondement de la liberté et de la démocratie..... | 13 |
| 4. Quatre manières de gérer les conflits d'intérêts | 18 |
| 5. Conflit, Consensus, Compromis | 22 |
| 6. La démocratie inclusive | 25 |
| 7. Types de conflits et formes de compromis | 28 |
| 8. “Compromis mesquins” – formes et raisons | 32 |
| 9. Le compromis – réalisation des idéaux sur terre | 34 |
| 10. Compromis et confiance..... | 37 |
| 11. Le compromis – une opportunité pour la stabilité | 41 |
| 12. La culture politique du compromis..... | 44 |
| 13. Communication – médiation du compromis | 47 |
| Conclusion | 49 |
| A propos de l'auteur | 50 |

PREFACE

L'histoire de toutes les démocraties a montré que de bonnes institutions acceptées de tous, fonctionnant correctement tout en s'ajustant aux conditions spécifiques d'un pays sont les facteurs les plus importants de succès. Toutefois, les «soft factors» ou facteurs souples sont autant importants pour le succès que d'échec des démocraties - surtout la culture politique- dans laquelle les institutions évoluent. Il s'agit essentiellement des attitudes et habitudes, des actions et valeurs, et des convictions et attentes par lesquelles la société et l'élite politique se laissent conduire.

Chaque fois que les contradictions deviennent persistantes entre l'esprit des institutions et les habitudes de l'élite politique ainsi que la majorité de la société, les meilleures institutions ne pourront ni se développer au mieux de leur potentiel à long terme, ni obtenir la crédibilité nécessaire leur permettant d'être reconnues comme légitimes et soucieuses des intérêts des différentes parties.

Les conditions d'un fonctionnement régulier et optimal des institutions démocratiques dans le domaine de la culture politique sont la confiance

et la capacité de parvenir à un compromis raisonnable. Chacune de ces conditions présuppose l'existence de l'autre et se développe en fonction de l'autre. Lorsque ces conditions sont suffisamment fortes, la société est en mesure de reconnaître que les intérêts de tous les individus en démocratie doivent être pris en compte en toute équité - ce qui est en réalité le véritable sens de la démocratie. Si tous les citoyens partagent cette expérience, la démocratie va reposer sur un socle solide, sa grande valeur intrinsèque pouvant ainsi être partagée, et la volonté d'apporter sa contribution à sa préservation va se développer à partir de la volonté de chacun de parvenir à un compromis.

De prime abord, la démocratie n'est pas une constellation d'institutions. Elle se fonde essentiellement sur l'esprit et des habitudes de ses élites et citoyens.

Chaque fois que le principe de la majorité est utilisé de façon abusive comme levier permettant d'établir de manière inconsidérée les intérêts personnels de l'actuelle majorité contre ceux du reste de la société, la méfiance s'installe et l'État est uniquement perçu comme une proie.

Les compromis sont considérés comme une « école supérieure de la démocratie ». Comme l'expérience de toutes les démocraties le montre, ils méritent ce titre honorifique. A travers l'exercice des compromis, les participants apprennent comment faire grandir la confiance et comment faire un bon usage des institutions démocratiques qui se doivent de fournir la preuve de leur utilité à l'ensemble de la société.

De toute évidence, les compromis raisonnables sont toujours nécessaires quant à la sauvegarde des intérêts personnels à long terme des participants et permettent de garder en esprit les principes professés publiquement. A l'opposé, les « compromis mesquins » trahissent ces principes dans le but de permettre à certains d'obtenir des avantages personnels ponctuels.

La culture du compromis raisonnable s'est révélée comme étant l'une des conditions fondamentales d'une démocratie crédible et réussie.

1

Le compromis: école supérieure de démocratie

La définition du mot « compromis » dans le dictionnaire insiste sur le fait qu'il est alors sensible et nécessaire si aucune des parties n'a assez de force pour poursuivre de manière résolue et complète ses buts personnels. Cependant, dans un contexte politique, le compromis a une autre fonction capitale. Il s'agit d'une fonction productive de résolution des conflits chaque fois que l'imposition totale des intérêts du parti dominant ne débouche pas sur une solution durable. Cela signifie que toute décision prise de façon unilatérale est constamment remise en question, et est cependant instable. Dans ce contexte, une solution imposée par la force est souvent maintenue par le parti dominant à un prix très élevé. Dans la plupart des cas, cette situation ne tient que sur une période bien limitée jusqu'à ce que le rapport de forces change.

Les compromis réduisent souvent le coût lié au maintien de ses propres intérêts.

Dans le cadre d'un compromis, deux ou plusieurs parties s'engagent à renoncer à leur droit de faire valoir complètement leurs intérêts personnels, de manière à permettre à toutes les parties d'atteindre le maximum de leurs objectifs politiques. Il est également important qu'un échange d'avantages ait lieu de façon acceptable à l'ensemble des parties, échange dans lequel les résultats communs obtenus gagnent en légitimité aux yeux des toutes les parties tout en favorisant la stabilité.

Un compromis réussi permet ainsi à chaque partie – y compris celles non impliquées de manière directe – à vivre une considération mutuelle, une coopération équitable, la mise en commun d'intérêts pluriels dans un processus de prise de décision concerté, et la valeur d'un raisonnement cohérent dédié à l'obtention des résultats politiques globaux allant au-delà du simple usage de la force.

Le compromis, comme situation du donner et du recevoir, crée la confiance à travers l'équité, la dépendance sur les autres et la valeur d'une considération mutuelle. Il véhicule l'idée selon laquelle les objectifs et intérêts personnels peuvent difficilement être totalement atteints, mais doivent plutôt toujours être négociés avec d'autres intérêts, valeurs et buts qui sont tout autant justifiés.

La prise en compte du maximum d'intérêts et de valeurs est un objectif important de la démocratie.

La capacité de prendre en compte le maximum d'intérêts légitimes et de les intégrer dans les processus de délibérations et de prise de décision en politique est un principe fondamental d'une démocratie bien comprise. Pour ces raisons, le travail concerté et la pratique des compromis raisonnables développent des attitudes, habitudes et compétences dont la démocratie a besoin pour fonctionner et être reconnue par tous les citoyens. Dans ce sens, la culture du compromis constitue un stade avancé de la démocratie.

Les compromis permettent de développer des compétences nécessaires en démocratie.

2

La démocratie : solution moderne pour la résolution des conflits

Dans la lutte pour l'établissement de la démocratie et en cas d'échecs dans les pays autres que ceux de l'Occident, les critiques de la démocratie objectent souvent qu'en effet, il ne s'agit que de la culture occidentale et par conséquent inadaptée au reste du monde. C'est quelque chose qui leur est étranger. Dans cette perspective, il est souvent fait référence à l'histoire de l'impérialisme européen, avec des commentaires selon lesquels cet impérialisme a laissé un héritage controversé de la démocratie lorsqu'il s'est retiré de ses anciennes colonies. Selon ces critiques, l'établissement de la démocratie permet seulement d'ouvrir les portes dans le but d'assurer l'influence du système dominant de l'économie de marché européen dans ces pays respectifs.

Ce point de vue évalue mal la nature, les objectifs, et les possibilités qu'offrent la démocratie en même temps qu'il ignore les conditions et conflits d'intérêts qui ont contribué à l'émergence de la démocratie en Europe. Dans les discussions des années 1980 et 1990, les déten-

teurs du pouvoir politique, particulièrement en Asie du Sud-Est, ont soulevé cette objection pour s'opposer à la démocratie. En général, cette opposition était liée à une restriction similaire sur la validité générale des droits de l'homme.

Afin de pouvoir répondre à cette question, nous devons premièrement faire une distinction entre l'origine historique et la validité pratique de la démocratie. Autant plusieurs œuvres issues de la culture orientale ont finalement obtenu la reconnaissance à travers le monde du fait de leur réussite et de leur capacité à convaincre les autres, autant les œuvres venant de l'Occident peuvent être utilisées dans d'autres parties du monde et obtenir la reconnaissance parce qu'elles constituent des réussites et qu'elles ont la capacité à convaincre.

L'origine d'une découverte, de même que la découverte des institutions sociales et politiques, ne disent pas grand-chose sur leur validité.

S'agissant de la démocratie, il est courant que plusieurs cultures revendiquent l'avoir pratiqué depuis les temps immémoriaux. C'est le cas des traditions africaines de la résolution des conflits à travers la palabre avec tous les adultes de la tribu ou les formes d'auto-administration au Sud et Sud-Est de l'Asie. En Grèce au 5ème siècle avant Jésus Christ, la démocratie a fait l'expérience de sa première montée en puissance. Cette expérience n'a duré que pendant une courte période de temps et était circonscrite à des cultures de certaines régions particulières, à l'exclusion des femmes, des étrangers et des esclaves.

Toutefois, la démocratie n'a pratiquement joué de rôle nulle part au cours de la longue histoire de l'Occident qui va de l'expansion du christianisme (dès le 4ème siècle) jusqu'à l'émergence de la bourgeoisie au 18ème siècle. Elle n'a été vivante en 'Occident' ni comme norme, ni comme pratique pendant une longue période qui était dominée par la religion chrétienne. En réalité, il y avait plusieurs niveaux de droits et des différences au niveau de la participation des différents groupes sociaux. Si cette situation existait également dans d'autres cultures, en Occident cet état de chose était tout sauf démocratique.

Ce qui est caractéristique à la démocratie et essentiel à la compréhension de sa sphère d'influence, c'est qu'à l'origine, elle ne faisait pas partie intégrante de la culture occidentale. Elle a premièrement émergé à un moment historique lorsque la tradition de la culture homogène de l'Occident était en déclin. Il s'agissait d'une découverte ingénieuse qui a su répondre de manière productive aux nouveaux développements et non le résultat d'un programme de développement 'génétique' de la culture occidentale.

On a enregistré quatre nouveaux développements à l'issue desquels la démocratie a finalement été reconnue comme l'unique solution acceptée pour les problèmes liés au « vivre ensemble » en société. Ce sont :

- 1 Le développement des grandes villes dans lesquelles les gens de différentes cultures et religions se retrouvent et apprennent à se comprendre et à se respecter mutuellement.
- 2 Le déclin de la société féodale, statique à vocation agraire et son remplacement progressif par une économie dynamique fondée sur le commerce, le savoir-faire et l'industrie au sein de laquelle les citoyens se battent pour une plus grande participation sur le plan socio-économique ainsi que leur capacité à influencer les choix politiques.
- 3 La distinction au sein même de la tradition religieuse elle-même. Jusqu'à la Réformation intervenue au 16^{ème} siècle, il a été prouvé que la même tradition religieuse pouvait accompagner de diverses manières tous les changements intervenus au sujet de l'amélioration des conditions de vie. La religion, qui a longtemps été une garantie de l'unité politique, est devenue aujourd'hui la principale source de différence et de conflit.
- 4 Le développement économique lui-même avec sa modernisation avait besoin de créer des espaces pour les initiatives personnelles et des conditions prévisibles sur lesquelles la planification de l'entrepreneuriat pouvait se fonder.

La démocratie n'est pas une spécialité culturelle de l'Occident, mais plutôt le meilleur moyen de résolution des conflits d'intérêt sur le chemin de la modernisation.

Avec le siècle des lumières au 18ème, l'interaction de ces changements a conduit à une nouvelle manière de penser ainsi qu'à un mouvement politique de renouveau. Il a donc été reconnu que la promotion des droits de l'homme et la démocratie au sein des états représentaient la seule possibilité pour satisfaire tous ces multiples nouveaux besoins de la population de manière reconnaissable. La démocratie et les droits de l'homme se sont alors présentés comme la solution idoine à ce nouveau problème lié à la diversité sociale et religieuse et ses développements dynamiques. Ce n'est qu'après que la culture à domination chrétienne de l'Ouest fut entrée dans le modernisme, caractérisée par le pluralisme et la dynamique de développement, que la démocratie est devenue le modèle d'auto-organisation politique dans la société.

Sur la base des raisons ayant conduit à l'émergence de la démocratie moderne, il est évident qu'il ne s'agissait pas d'une expression culturelle prédéfinie de l'Ouest, mais plutôt d'une nouvelle manière de résoudre un nouveau type de problèmes :

- ▶ Dans quelles conditions une société peut-elle obtenir un ordre social et une forme d'actions unifiées s'appuyant sur des intérêts, des croyances religieuses et des valeurs différentes?
- ▶ Dans quel cadre l'autorité politique peut-elle être connectée de manière concrète aux intérêts, valeurs et idées des personnes au nom desquelles elle est supposée agir?
- ▶ De quelle manière la dignité égale de toutes les personnes vivant ensemble au sein de la société peut-elle se manifester de manière crédible?

3

Le pluralisme : fondement de la liberté et de la démocratie

Sur le plan de la réalité sociale et politique, il existe toujours des différences de perceptions des intérêts de chacun, les valeurs qui le guident, les désirs et attentes qui découlent des idéaux politiques. Le pluralisme existe par l'acceptation de ces différences et la structuration de la politique de manière à être productif à la fois pour les groupes d'individus et la communauté dans son ensemble. La société humaine n'a jamais été homogène dans tous ses aspects, ni unifiée sans différence sur toutes les importantes questions sans l'usage de la force.

Une société pluraliste constitue donc l'expression de la liberté en tant que manifestation des différents intérêts, valeurs et perspectives.

Le pluralisme politique, qui s'entend comme l'organisation des différents intérêts et valeurs dans l'optique d'une participation au processus politique, fait partie intégrante de la démocratie. La démocratie se nourrit du pluralisme et représente la forme la plus appropriée de son aboutissement productif. La différence des intérêts et objectifs des êtres humains

constitue donc le critère fondamental qui rend la démocratie à la fois possible et nécessaire.

Dans la pratique, le pluralisme est toujours un pluralisme de groupe. Les employeurs, employées, la population rurale, les commerçants, les gens d'une même région, ceux de même confession religieuse ou de mentalité culturelle et politique similaire se mettent ensemble afin de promouvoir leurs intérêts communs de manière plus efficace dans le cadre du processus politique de leur pays. Le pluralisme politique est toujours un pluralisme de groupe sous forme de clubs, associations et partis politiques.

C'est la raison pour laquelle la démocratie a spécialement besoin d'institutions, de règles et de procédures appropriées au pluralisme social existant, lui apportant l'expression politique et lui donnant la possibilité d'améliorer autant que possible le processus de prise de décision politique. La liberté de créer des clubs et associations, de s'organiser et de mener des activités au sein de la société civile ainsi que celle de créer des partis politiques dans le cadre d'un système multipartiste constituent ainsi les caractéristiques essentielles de la démocratie.

Les différences sociales conduisent aux conflits d'ordre politique dès qu'il existe des règles selon lesquelles les différents intérêts et valeurs ne peuvent être satisfaits de façon équitable. Le conflit représente une situation normale de la vie politique d'une démocratie.

Le degré d'unité nécessaire peut et doit émerger des conflits d'intérêts et de valeurs dont la résolution se fait de manière ouverte dans le cadre d'un consensus sur les valeurs fondamentales et les processus démocratiques.

Les appels à l'harmonie lancés par les autorités politiques soucieuses d'éviter les conflits dès la base aident généralement à exclure les intérêts contradictoires, les organisations et les partis du processus démocratique de

développement des objectifs. En général, cette approche sert presque toujours les intérêts particuliers de l'une des parties en conflit sous le fallacieux prétexte de l'intérêt général.

Tous les acteurs au sein d'une démocratie sont avisés qu'il leur faut définir leur propre manière de garantir leurs intérêts en cas de conflit politique. Personne n'est assuré qu'il ne sera pas impliqué dans le prochain conflit et sera dépendant de la protection des groupes plus puissants. L'expérience ordinaire de la résolution pacifique des conflits peut rassembler les parties en fin de compte à condition qu'il existe un consensus sur les procédures équitables, les limites de la résolution du conflit, et que le résultat final du compromis soit établi. Aussi, la culture politique d'un équilibrage entre le consensus et le conflit ainsi que la capacité à parvenir au bon compromis, sont capitales pour la démocratie.

Tout le monde ou presque appartient à différents groupes sociaux. A titre d'exemple, d'un côté on a un paysan d'une certaine région du pays qui est impliqué dans les affaires religieuses; et de l'autre, un petit commerçant de la même région qui fréquente la même paroisse. Sur les plans économique et social, tous les deux ont des intérêts différents voire contraires. Sur les plans régional ou religieux en revanche, ils ont des intérêts similaires voire identiques. En pratique, on rencontre presque toujours ce genre d'enchevêtrement d'intérêts. Cela aide à limiter les intérêts divergents et éviter une division de la société.

L'enchevêtrement d'intérêts constitue presque toujours une bonne base pour un compromis équitable.

Être conscient d'un chevauchement partiel d'intérêts tout en cultivant le consensus démocratique au-delà de tous les conflits pluralistes constitue un important préalable au pluralisme politique qui favorise l'innovation et la confiance tout en barrant la voie à l'inimitié et l'entrave au développement.

La liberté de créer des associations fait partie de la démocratie dans un État de droit. Il s'agit d'un droit civique. Tous les citoyens doivent avoir la possibilité de défendre leurs intérêts sociaux, culturels, régionaux et économiques et de se retrouver au sein des clubs et associations.

S'agissant des économies de marché, les associations syndicales représentent généralement les groupes de pression les plus influents, à l'instar des organisations patronales, syndicats et associations de producteurs agricoles. D'un côté, ils sont chargés de défendre les intérêts de leurs membres en leur sein, à l'image des organisations patronales et des syndicats négociant les accords portant sur les conventions collectives et les conditions de travail. En outre, tous les clubs et associations se battent pour acquérir une influence politique leur permettant d'améliorer les conditions de vie et les activités politiques de leurs membres. Il s'agit-là de la fonction de lobbying des associations. Par exemple, les organisations patronales cherchent continuellement à avoir une influence sur les lois portant sur la politique fiscale ou le code du travail qui ont une conséquence directe sur leur situation. Les syndicats de leur côté ne sont pas uniquement intéressés par la législation économique ou sociale, mais également par les autres domaines allant de la politique fiscale ou éducative en fonction de leur impact sur la vie de leurs membres. Dans cette perspective, l'action des clubs et associations a toujours une dimension politique. Cet état de chose est tout à fait légitime et approprié à la démocratie aussi longtemps que ces associations n'ambitionnent pas de transformer leur statut social et économique directement en pouvoir politique autonome au-delà de la volonté de la majorité de la population.

Dans leur quête d'influence politique, les associations disposent de quatre outils légitimes :

- ① Elles peuvent donner des consignes de vote à leurs membres;
- ② Elles peuvent avoir une influence sur l'opinion publique à travers leur travail de relations publiques;
- ③ Elles peuvent avoir une influence sur les autorités administratives et les gouvernements en tant qu'organisations de lobbying;

Le pluralisme : fondement de la liberté et de la démocratie

- ④ Elles peuvent avoir une influence sur les objectifs et les actions des partis à travers leur appartenance à ces partis et les négociations externes.

La démocratie permet de régler les conflits d'intérêts de manière productive et équitable.

Du point de vue démocratique, ceci n'est pas seulement légitime, mais également utile. Elle sert la politique sociale dans l'appréciation et la recherche de l'équilibre des intérêts aussi longtemps que les associations n'essayent pas d'exercer leur influence à travers l'usage de la force pour bloquer le projet social ou d'utiliser leur position de pouvoir comme moyen de chantage.

Les associations et clubs doivent également être organisés de manière démocratique en interne pour être en mesure de défendre les intérêts de leurs membres; elles ne sauraient être uniquement des instruments de pouvoir entre les mains d'un groupe restreint de dirigeants.

4

Quatre manières de gérer les conflits d'intérêts

Il est souhaitable que les idées, intentions et intérêts soient exprimés de manière claire et précise en société. Ce n'est que dans ces conditions qu'ils peuvent être gérés de manière ouverte et équitable et que l'avis de chacun soit pris en considération dans le processus politique de manière à ce que l'aliénation, la distance et le désintérêt des citoyens de la chose politique puissent être évités.

L'essence de la politique, l'art de la démocratie, c'est de permettre qu'une union d'actions communes émergent à partir d'une multitude d'intérêts et de valeurs, susceptibles d'être reconnues par tous comme légitimes.

On ne peut obtenir un tel résultat que si le processus politique, à partir duquel une union d'actions communes basée sur une multitude d'intérêts

et de valeurs émerge, est considéré comme équitable et légitime par l'ensemble des acteurs. Il s'agit-là de la véritable finalité de la démocratie qui consiste à rendre un tel processus possible, à donner la possibilité à chacun de voir ses intérêts pris en compte. Dans cette perspective, différents points de vue peuvent se muer en actions politiques acceptables par l'État. Cela signifie que les individus assumant des responsabilités au sein du gouvernement doivent appliquer les règles démocratiques de manière responsable.

En principe, il existe quatre stratégies d'action politique permettant de gérer les intérêts contradictoires :

- ❶ **L'autoritarisme:** il s'agit d'un processus dans lequel quelques-uns ou plusieurs intérêts sont imposés aux autres à travers le recours à la force et l'abus de pouvoir, sans possibilité d'exprimer une opinion divergente. Ce processus dictatorial est contraire aux principes démocratiques.
- ❷ **La recherche du consensus:** il s'agit d'un processus dans lequel on espère atteindre, à travers la conviction, un accord de l'ensemble des parties après échange de bons arguments. Il est toujours important de rechercher le consensus. Il nécessite beaucoup de temps, l'engagement et la participation active de toutes les parties dans le processus de discussion. Il n'est pas toujours facile à obtenir compte tenu du type d'intérêts en jeu et la quantité de temps nécessaire dans le processus.
- ❸ **La décision à la majorité:** dans le cas de la décision à la majorité, l'actuelle majorité se fonde sur la supériorité numérique actuelle pour imposer ses intérêts sur la minorité, que ce soit à l'échelle de la société en général ou des organes de prises de décision impliquant des individus. Cela peut se passer sans que les intérêts de la minorité ne soient aucunement pris en compte. Dans certains cas, cet état de choses est inévitable au regard de la nature et du contenu des intérêts en jeu, mais il est presque toujours problématique. Dès lors que l'actuelle minorité devient majoritaire de façon démocratique, tout ce

qui était gagné aujourd'hui se perd à nouveau. Une minorité, qui hier a été traitée sans compromis, va vraisemblablement faire pareil lorsqu'elle arrive au pouvoir à son tour. Les décisions à la majorité sans compromis créent rarement la stabilité et la sécurité dans le long terme.

- 4 Le compromis :** il s'agit d'un processus de négociations dans lequel les différentes parties sont conscientes du fait que la satisfaction totale de leurs intérêts et valeurs n'est ni possible, ni raisonnable. Il se fonde sur le fait que les moindres concessions tolérables sur ses propres demandes devraient être acceptées pour finalement sécuriser autant de parties importantes de ses intérêts et valeurs dans le long terme.

Conclusion : le processus de prise de décision autoritaire est de toute évidence contraire aux principes démocratiques. Il est non seulement inacceptable pour des raisons normatives, mais également parce qu'il s'agit d'une stratégie politique d'action qui est déstabilisatrice parce qu'une gestion autoritaire donne toujours lieu à la résistance et à la désintégration de l'ordre existant.

Les stratégies de recherche de consensus sont toujours recommandées, mais sont souvent pratiquées dans un nombre limité de cas et ce, en fonction des questions fondamentales dignes d'intérêt pour la communauté.

Les décisions à la majorité simple prises en l'absence de compromis, qui ne prennent pas en compte les intérêts des minorités, ne constituent pas des processus politiques raisonnables pour deux raisons indépendantes: d'une part, une stratégie basée sur une majorité rigoureuse éloigne une importante partie de la communauté de la démocratie, particulièrement lorsque d'importants intérêts et valeurs sont en jeu. Si sur le plan purement formel la majorité simple semble légitime, elle sape toutefois la fondation culturelle et politique de la démocratie. Elle va à l'encontre de la conviction, partagée par des pans entiers de la société, qu'en démocratie la finalité des processus de prise de décision est de servir les intérêts de chacun.

Quatre manières de gérer les conflits d'intérêts

La seconde raison se manifeste plus tard: d'autre part, les décisions prises en l'absence de compromis sont souvent instables parce que les acteurs, qui n'ont pas été pris en considération, s'impliquent activement dans le combat pour le changement. Par conséquent, ces décisions ne sont pas le plus souvent de nature à garantir les intérêts des acteurs actuellement en position de force dans le long terme.

Le principe de la majorité démocratique devrait également inclure une stratégie de compromis équitable. Il est toujours avisé que la décision prenne en compte le maximum d'attentes de la minorité afin de la lier à cette décision, raffermir la confiance de ses représentants en la démocratie, et améliorer la cohérence des décisions prises aujourd'hui.

Le compromis représente le processus de prise de décision qui permet simultanément d'obtenir des résultats stables à long terme et de garantir la sécurité de la démocratie. C'est la clé de toute culture démocratique.

5

Conflit, Consensus, Compromis

Le conflit, comme confrontation des intérêts divergents qu'ils soient de nature régionale, sociale, économique, culturelle, religieuse ou éthique, représente le point de départ de toute société libre. Le conflit est le produit et la base de la politique. Aussi, le règlement des conflits ne peut intervenir de manière démocratique que s'il existe un consensus minimal et la volonté de parvenir au compromis dans toute démocratie. Le consensus doit au moins porter sur les valeurs fondamentales contenues dans la constitution, c'est-à-dire les droits fondamentaux, les processus de prise de décision, et les objectifs majeurs de la nation entière en tant que entité politique.

Le consensus : stricto sensu, le consensus est entendu comme un accord global auquel parviennent les différents acteurs et groupes d'acteurs sur une question particulière au regard de leurs intérêts respectifs, programmes politiques et actions projetées. Le consensus est nécessaire à la communauté politique en matière de résolution d'un conflit, s'agissant

des droits fondamentaux implicites reconnus à chaque individu, et pour ce qui est de certains objectifs au plan national pour lesquels il est nécessaire de se battre dans toute résolution de conflit. Dans cette perspective, le consensus se trouve être le cœur de la constitution en vigueur et la culture politique à partir de laquelle il est issu.

Les conflits, qui dans beaucoup de cultures ont plutôt une connotation négative et qui peuvent être évités en tant que caractéristique accessoire de la politique, constituent en réalité une expression directe de la liberté et par voie de conséquence, un élément productif d'une identité de compréhension politique. Sans une expression claire de différents intérêts et objectifs politiques, les opposants politiques n'auront aucune possibilité de rentrer dans le processus de développement des opinions et objectifs politiques. En outre, il serait tout à fait impossible au public de reconnaître jusqu'où il est pris en compte dans les solutions de problèmes validées.

Les conflits ont le mérite particulier de présenter les alternatives, de nouvelles perspectives, et d'autres contrastes dans la représentation des intérêts et valeurs. Ils contribuent ainsi à la promotion de la liberté à travers le processus d'apprentissage au sein de la société: pour la formation des opinions au niveau individuel et le développement de la société dans son ensemble.

Les conflits en l'absence d'un consensus minimal ont un effet destructeur. Le consensus sans possibilité de conflit paralyse et fragilise la démocratie. Il dépoliarise le pays.

L'interaction productive existant entre consensus et conflit constitue le cœur de la culture démocratique et politique. Il serait nécessaire de parvenir au consensus le plus souvent pour empêcher les conflits d'hypothéquer les fondamentaux du «vivre ensemble» et la reconnaissance commune du bien-fondé du processus de résolution des conflits de manière paci-

fique et équitable. Mais il serait aussi nécessaire d'avoir autant de conflits que possible afin de garantir la liberté et la possibilité de faire valoir tous les intérêts légitimes au sein de la société.

Un compromis équitable constitue l'un des processus de résolution des conflits les plus productifs. Il raffermi le consensus sous-jacent - les objectifs, règles, et droits fondamentaux reconnus à tous au sein de la communauté et qui sont partagés de tous - ouvre la voie aux conflits, et montre comment les intérêts de plusieurs personnes peuvent être pris en compte dans ce cadre.

6

La démocratie inclusive

Une vieille incompréhension qui a été complètement dissipée depuis longtemps déjà par la théorie et la pratique de la démocratie moderne, décrivait la démocratie comme le règne absolu de la majorité sur toutes les questions importantes de la communauté. Une démocratie fonctionnant uniquement sur la base de ce principe fondamental se détruirait pour plusieurs raisons: en effet, la démocratie peut seulement perdurer là où les droits fondamentaux de tous ne constituent une partie des décisions de la majorité. Autrement dit, les majorités actuelles pourraient limiter les possibilités d'action sociale et politique des minorités de manière à ne jamais leur permettre de devenir majoritaires à leur tour. La stricte application du principe de la majorité conduit donc à l'autodestruction de la démocratie.

Cependant, il existe des raisons supplémentaires qui expliquent pourquoi le principe de la majorité à outrance n'est pas «démocratique» lui-même. Les raisons les plus importantes justifiant l'autodestruction de cette supposée "démocratie pure" sont les suivantes :

- ▶ Le manque de légitimité puisque la majorité simple ignore généralement beaucoup d'intérêts et valeurs légitimes de la société;
- ▶ La restriction appliquée sur la capacité politique de la minorité à agir puisqu'il serait possible à la majorité de limiter, voire d'abolir les droits politiques fondamentaux (liberté de réunion, liberté de créer des associations, liberté d'expression);
- ▶ Le manque de réussite parce que les minorités battues ne peuvent pas apprécier les valeurs de leur propre engagement démocratique aussi longtemps que leurs intérêts seront complètement ignorés dans les décisions prises par les majorités au pouvoir;
- ▶ Le manque de stabilité. Les minorités, qui ne sont pas associées, vont chercher d'autres moyens à court et à long terme et refuser de prêter allégeance à ce type de démocratie.

La démocratie entendue comme le principe de la majorité doit donc être **ancrée** dans un ensemble de conditions pour être à même d'établir son propre sens de validité et de garantir sa propre stabilité. Ces conditions portent notamment sur:

- ① La valeur indépendante et non-restrictive des droits fondamentaux des individus;
- ② Une société civile active pour garantir la participation continue des citoyens dans la vie politique;
- ③ Un système légal fonctionnel garantissant l'application des droits de tous les individus;
- ④ Une culture politique et démocratique garantissant la conformité des actions de la société et des élites politiques aux lois et règles démocratiques.

S'il est vrai que les conditions fondamentales ci-dessus contribuent à la restriction du principe de la dictature de la majorité, elles mettent le 'pouvoir de la majorité' en adéquation avec les droits fondamentaux de chacun, lui apportant ainsi légitimité, efficacité et pérennité.

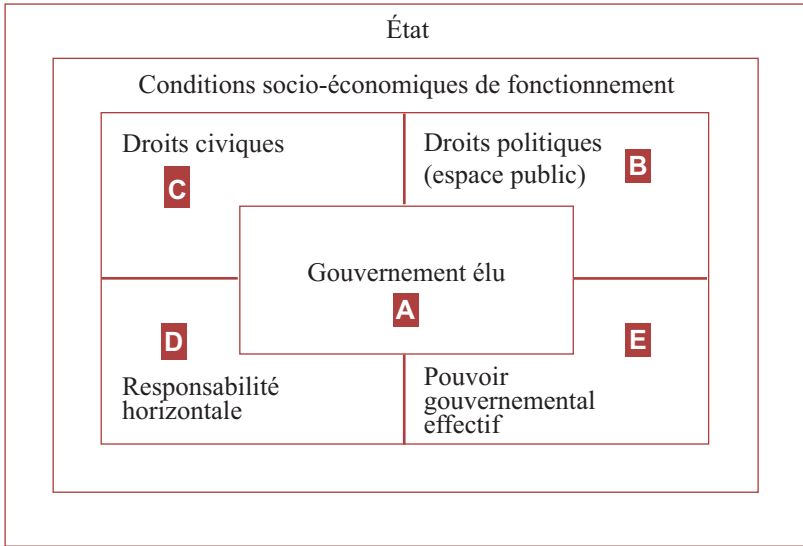


Illustration : Démocratie inclusive

7

Types de conflits et formes de compromis

En politique, les conflits représentent les conditions de base d'une situation problématique. Dans un sens, ils englobent tous les aspects initiaux du désaccord politique sur les intérêts majeurs de la part des acteurs.

En cas de désaccord, les conflits politiques impliquent les intérêts nécessitant une régulation politique, et ne peuvent donc être évités ou réglés par des initiatives individuelles dans ces conditions. Étant entendu que les problèmes politiques sont par définition ceux devant être résolus par des décisions contraignantes prises par les institutions compétentes, les désaccords au sujet des intérêts constituent généralement les premiers conflits.

On peut avoir les conflits dans tous les domaines dans lesquels les intérêts politiques sont en jeu, notamment les sphères économiques, sociales, culturelles et régionales. Dans cette perspective, la politique peut être comprise comme le processus de résolution pacifique et intégrante des conflits d'intérêt.

Types de conflits

Quatre types de conflit sont particulièrement intéressants pour la compréhension du processus politique et la possibilité de parvenir à un compromis acceptable.

❶ **Le début de la dissension.** Les conflits peuvent naître à travers les différences enregistrées au début de l'examen des questions d'intérêt général, qui peuvent par la suite déboucher sur un consensus dans le cadre des discussions intensives orientées vers la compréhension (cas de l'adoption d'une fête nationale ou les taux d'imposition). Dans plusieurs cas, il est possible de lancer le processus de discussion publique sur les valeurs fondamentales de la communauté avec la participation de tous les acteurs impliqués dans la résolution du conflit (par exemple sur les limites relatives à la liberté individuelle, l'application de la justice sociale, et la préservation des intérêts de survie à long terme). Au cours de telles discussions, les acteurs peuvent changer la perception initiale de leurs intérêts à la lumière des arguments convaincants. De cette façon, les intérêts communs peuvent être définis et partagés par tous les acteurs sur la base de la conviction.

Ce type de transformation du conflit politique initial en consensus – à travers un processus de négociation laborieux et la considération des avantages et inconvénients – peut généralement se produire sur les questions de base portant sur la communauté et rarement sur celles portant sur les différences d'intérêt d'ordre économique, social et culturel.

❷ **Le Conflit avec gain partiel.** Ce type de conflit se manifeste lorsqu'un montant fixe doit être alloué aux différents groupes sociaux pour les besoins sociaux et économiques de différents ordres (exemple de la répartition du produit national brut). Dans ce cas, le même montant est réduit ici et augmenté là-bas. La résolution de ce type de conflit d'intérêt peut intervenir soit dans le cadre des négociations, au cours desquelles les acteurs individuels parviennent au compromis à travers un échange sur les menaces ayant trait aux désavantages de l'autre partie, soit en alléchant l'autre partie avec des avantages.

Il est également possible de parvenir à un compromis à travers une décision à la majorité, ce qui rentre normalement dans le cadre du processus politique, où les intérêts de la minorité sont pris en compte. En démocratie, il est néanmoins nécessaire de montrer que le résultat final est acceptable de tous, soit parce qu'il est le résultat d'un certain nombre de compromis, ou alors parce que le processus de prise de décision est non-partisan et susceptible de bénéficier également à la minorité actuelle à la prochaine occasion. La légitimité du processus de prise de décision démocratique se fonde sur les assurances que la minorité actuelle a la possibilité de devenir majoritaire à la prochaine occasion à travers un argumentaire convaincant et une mobilisation de la pression politique. Pour cette raison, il existe toujours la perspective de la résolution prochaine du conflit actuel au profit de la minorité de l'heure.

③ **Le conflit avec un seul gagnant.** Ce type de conflit existe lorsque la seule option de solution demeure la satisfaction complète des exigences d'une partie, notamment s'agissant du choix du type de régime - monarchie ou république, État laïc ou théocratique - de manière à ignorer complètement les intérêts de l'autre partie. Ce type de conflit n'est pas courant dans la vie politique et par exemple, porte sur des questions de valeurs et d'intérêts d'ordre religieux au sujet desquels les individus ne croient aucunement aux possibilités de compromis.

Même dans ces cas des conflits du type «tout-ou-rien», il existe généralement la possibilité d'isoler l'aspect controversé à la base du conflit de manière à ce qu'une partie du problème puisse être résolue sous la forme de compromis ou de consensus. Dans ce type de conflit, l'art politique consiste à isoler autant que possible le noyau des intérêts controversés des décisions contraignantes à tous. De cette manière, les deux parties en conflits se sentent épargnées et évitent de se retrouver dans une situation où elles se seraient particulièrement limitées par rapport à l'essentiel, rendant ainsi les positions irréconciliables.

④ **Le conflit gagnant-gagnant.** Cette forme de conflit existe quand il est certain qu'il existe des possibilités de résolutions permettant à chaque

partie d'en sortir gagnant, ce à travers des discussions pertinentes sur les intérêts divergents initiaux; une solution gagnant-gagnant est donc possible.

La situation initiale peut être celle d'un conflit avec un seul gagnant dans lequel un délégué du personnel veut obtenir le droit à la co-détermination pendant que l'entreprise insiste sur son droit de décision unilatéral. Au cours des discussions, les formes de co-détermination peuvent être trouvées pour booster considérablement la productivité globale de l'entreprise, puisque les employés sont davantage motivés et apportent en plus leur savoir-faire et expérience au service de l'entreprise.

Conflit et Compromis. En fin de compte, l'art de la politique intègre la résolution du maximum de conflits d'intérêt initiaux possibles à travers le consensus et le compromis et, seulement dans des cas exceptionnels, par le recours au principe de la décision à la majorité pour statuer sur les intérêts des individus. La résolution des conflits a pour effet la construction du consensus parce qu'elle raffermi la confiance de chacun dans les valeurs démocratiques et le processus de prise de décision. S'agissant des rares conflits caractérisés par des situations de «tout-ou-rien», qui ne sont pas inévitables en politique, il est important que ces situations puissent être réversibles par la suite pour le bien de la démocratie.

8

“Compromis mesquins” formes et raisons

Dans nombre de pays et organisations sociales, les compromis politiques n’ont pas bonne presse même si chacun reconnaît que dans sa vie privée, aboutir à un compromis au sein de la famille, avec les proches, et avec les voisins constitue une pratique normale et courante de résolution des problèmes.

Plusieurs raisons peuvent expliquer cette mauvaise appréciation des compromis politiques. La première tient au fait que dans la culture politique autoritaire, les gens sont habitués à voir les autorités imposer leurs vues sans compromis. Aussi longtemps que s’imposer de la sorte constitue une force, les compromis politiques revêtent un caractère offensif, répréhensible, et s’apparentent à un signe de faiblesse.

La seconde raison qui justifie la mauvaise réputation des compromis politiques se fonde sur leur impact sur les citoyens qui en font la piètre expérience. Il est possible que les acteurs politiques soient parvenus de

manière occasionnelle, ou alors régulièrement, à des compromis sujet à caution ou répréhensibles.

Dans la majeure partie des cas, les compromis mesquins, à travers la satisfaction des intérêts différents, souvent égoïstes et absolument injustifiés, constituent des formes de trahison par rapport aux objectifs, valeurs et intérêts dans lesquels les acteurs fondent leurs espoirs.

Très souvent en politique, particulièrement lorsque la démocratie ne s’est pas encore suffisamment établie, bien d’objectifs déclinés durant les campagnes électorales sont sacrifiés sur l’autel des intérêts plutôt égoïstes des politiciens en quête de pouvoir et de strapontin politique. Lorsque ces objectifs sont abandonnés si facilement et présentés comme un compromis nécessaire sans justification plausible, un tel «compromis» n’est rien d’autre, aux yeux du public, que le camouflage d’une trahison politique.

Pour le public, le caractère exemplaire de tels «compromis mesquins» peut rapidement et efficacement contribuer à jeter, à long terme, le discrédit sur le concept entier de «compromis», et ce jusqu’au langage, particulièrement si aucun exemple positif ne peut être mis en avant pour contredire cet état de choses.

9

Le compromis : réalisation des idéaux sur terre

Le philosophe allemand *Leonard Nelson* (1882-1927) a appelé le bon compromis, *la réalisation des idéaux sur terre*. Même la proximité de réaliser l'idéal n'est possible que comme compromis.

Chaque être humain est conscient, à partir de son expérience personnelle, qu'atteindre l'idéal est presque impossible dans ce monde. Chacun est également conscient de ce que cet état de choses est non seulement dû au fait que les ressources pour l'action sont toujours limités pendant que les idéaux ont la tendance d'être illimités. Au-delà de cette trivialité, le fait que deux ou plusieurs acteurs ne poursuivent jamais les mêmes objectifs est une réalité de la vie sociale. Il existe toujours des différences plus ou moins importantes entre eux même si on n'enregistre aucune opposition généralisée. Toutefois, une opposition totale des objectifs semble tout juste improbable. Étant donné que les objectifs de plusieurs personnes ne sont jamais totalement identiques, les compromis s'avèrent toujours nécessaires pour travailler ensemble. En outre, puisqu'il est

extrêmement rare de voir les objectifs des êtres humains en complète opposition sur tous les plans, les compromis sont presque toujours possibles.

Par exemple, pendant la campagne électorale, un parti promet de moderniser le système éducatif et de développer les infrastructures du pays. Une fois au pouvoir, il réalise qu'il ne pourra pas avoir les ressources nécessaires comme il l'imaginait pour obtenir de bons résultats dans ces deux secteurs particulièrement gourmands en ressources. Dans ce cas, il se doit de parvenir à un compromis avec lui-même et avec ses différents groupes d'électeurs qui, à la différence d'un autre compromis, n'est pas une question de «tout-ou-rien» mais plutôt celle de parts. Une partie des ressources sera investie dans le système éducatif et une autre partie dans le développement des infrastructures. Dans les deux secteurs, si le développement reste en deçà des attentes, on y enregistre néanmoins des progrès.

En revanche, si le parti est obligé de former un gouvernement de coalition avec l'aide d'un autre parti, il est évident qu'il se doit de parvenir à un compromis par rapport aux intérêts et objectifs des deux partenaires. Ceci n'est possible que dans le cadre d'une situation de donner-et-recevoir. Dans le scénario idéal, chacune des parties peut atteindre certains objectifs qui lui paraissent importants. Elle doit également accepter l'atteinte des objectifs de son partenaire dans un autre domaine, qu'elle considère comme mineure ou sans importance. Par exemple, l'un des partis fait la promesse à ses électeurs de relier tous les villages du pays au réseau routier public. Une fois au pouvoir, il se rend compte que soit il ne dispose pas de suffisamment de ressources pour cette action, soit l'autre parti membre de la coalition ne partage pas cet objectif parce qu'ayant d'autres priorités tel que le développement de l'agriculture. Dans un tel scénario, les progrès vérifiables que constitue la connexion d'un grand nombre de villages au réseau routier public peuvent être acceptés comme compromis justifiable.

Ce parti peut par la suite montrer qu'il s'est rapproché de son objectif bien que ne l'ayant pas atteint dans l'immédiat. Un tel compromis est justifiable pour une bonne raison. Aussi peut-il être politiquement rendu public de manière convaincante. Il s'agit-là du facteur le plus décisif lié à tout compromis.

Le compromis obtenu ne peut être considéré comme crédible et proche des objectifs fixés que s'il existe de bonnes raisons qui soient en adéquation avec les objectifs et engagements initiaux des acteurs respectifs.

Dans le cas où un acteur venait à rejeter chaque compromis proposé par un partenaire du gouvernement de coalition par inhibition ou aversion, une grande partie ou aucun de tous ses propres objectifs ne pourraient du tout être atteints. Dans de telles conditions, le compromis conclu est par conséquent la meilleure façon de se rapprocher au maximum des idéaux poursuivis.

Le refus de conclure un compromis peut raisonnablement être considéré comme une trahison des idéaux puisqu'on aura simplement manqué la véritable opportunité d'atteindre ses objectifs.

10

Compromis et Confiance

La recherche empirique a montré à plusieurs reprises que dans nombre de cultures à travers le monde, la confiance représente l'un des éléments les plus importants de toute démocratie fonctionnelle. Dans ce contexte, la confiance renvoie à trois choses en particulier :

- ▶ L'assurance que presque tous ceux qui ont un rôle à jouer dans la société ou la vie publique sont disposés à se préoccuper sérieusement des affaires de la communauté et à assumer la responsabilité de leurs propres actions.
- ▶ L'attente que les accords contraignants sont également respectés.
- ▶ Et en particulier: le postulat selon lequel ces deux attitudes sont largement répandues chez l'espèce humaine sans distinction de sexe, d'héritage ethnique, d'origine locale, de groupe social, d'occupation ou d'inclinaison religieuse.

Ce n'est que partout où les êtres humains se font suffisamment confiance que la culture démocratique peut se développer et constituer le fonde-

ment de toute action humaine qui, à son tour, sert de base aux institutions démocratiques fonctionnelles.

Ceci ne s'applique pas uniquement aux relations qu'entretiennent mutuellement les différentes institutions et groupes d'intérêts, mais également aux activités internes des associations sociales de tout ordre. Qu'il s'agisse de parti politique, syndicat, association professionnelle, organisation non gouvernementale, ou club de football: moins les membres sont disposés à coopérer au sein de la communauté, plus grand est le danger de déboucher sur des divisions à court ou long terme, divisions susceptibles d'être surmontées ou non par des efforts considérables. Dans certains cas, la division semble inévitable si les objectifs fixés à l'intérieur de l'association ou du groupe se sont tellement éloignés des buts initiaux au point où un consensus minimal n'est plus possible. Toutefois, l'absence de volonté de parvenir à un compromis ne devrait pas en être la raison. Les divisions qui sont soit acceptées, soit causées par le manque de considération participent non pas au raffermissement, mais plutôt à la fragilisation de ses propres objectifs. Le principe mathématique selon lequel deux ou trois valent plus qu'un seul ne tient pas nécessairement toujours dans le contexte social.

Le compromis joue un rôle capital s'agissant de la confiance en société. D'un côté, il présuppose que chacun considère que tous les autres vont respecter les règles adoptés dans le cadre du compromis, même s'ils ne les apprécient pas dans divers aspects. L'absence d'un tel postulat indique que les acteurs sont peu enclins à parvenir à un compromis. Dans la majeure partie des cas, la méfiance nourrit la tentation de soumettre les parties adverses en les obligeant à accepter un accord contraignant dans le sens de ses propres intérêts sur la base des présomptions selon lesquelles ces dernières agiraient de même dans des conditions similaires.

Ce type de comportement résulte généralement de la myopie contenue dans la maxime qui dit qu'il faudrait saisir sa chance et amasser le maximum avant que le vent ne tourne et qu'on ne court le risque de tout

perdre. Par ailleurs, les compromis forgent leur propre confiance une fois atteints et les différents acteurs se sentent liés par les engagements pris. Dans ces conditions, les compromis établissent une fiabilité qui instaure la confiance à chaque occasion.

Une relation grandissante empreinte de confiance se développe entre les différents partenaires à travers leurs actions chaque fois que parvenir à un accord devient une habitude, et qu'il existe une tradition de respect des engagements pris de la part des différents acteurs même lorsque ces derniers vont à l'encontre de leurs propres intérêts à plusieurs égards.

Ce type de relation empreinte de confiance débouche sur le postulat bien-fondé selon lequel le changement de gouvernement ne représente pas une catastrophe. Même dans de telles circonstances, il est très improbable que les autres vont abuser de leur pouvoir dans le seul but d'imposer leurs propres intérêts, violer de manière grossière les droits des minorités et ne pas les prendre en compte dans leurs politiques.

L'attitude démocratique fondamentale caractérisée par l'alternance régulière entre opposition et gouvernement est considérée comme acceptable et normale. Il est admis, dans le meilleur des cas, que chaque parti peut uniquement former le gouvernement pour une période de temps limité puis rejoindre l'opposition. Aussi, le rôle de l'opposition devrait être respecté et considéré de manière constructive au lieu de s'en servir comme levier pour combattre le gouvernement en place par tous les moyens.

Appliquer le principe de l'alternance entre opposition et pouvoir, sans pour autant que le parti au pouvoir viole les droits des autres ou n'abuse de son pouvoir, constitue l'une des plus importantes sources de développement de la culture démocratique de la confiance. Une fois ces démocraties

mises en place, elles sont capables d'affronter les crises et les conflits majeurs. En l'absence de démocratie, les crises ont tendance à dégénérer en batailles de «tout-ou-rien» et approfondissent la méfiance mutuelle des acteurs et parties. La spirale du renforcement de la confiance et celle de la méfiance ont une tendance à l'auto-raffermissement. La spirale de la confiance prospère partout où les habitudes et expériences institutionnelles lui apportent appui et soutien. La spirale de la méfiance de son côté tire le processus vers le bas à partir du moment où les acteurs arrêtent tout effort permettant de garantir une confiance réciproque au travers de leurs actions.

Les bons compromis politiques constituent des moyens appropriés permettant de renforcer la confiance à la base et de lui permettre de se développer de manière résolue à travers l'expérience mutuelle de la loyauté.

C'est la raison pour laquelle les compromis sont également qualifiés d'école supérieure de la démocratie. On peut également retourner la phrase dans l'autre sens et dire que la démocratie c'est l'école supérieure du compromis.

11

Le Compromis : une opportunité pour la stabilité

Au-delà de toute chose, la démocratie comporte également les deux règles non écrites suivantes :

- ❶ Quelque soit le parti qui détient temporairement le pouvoir, les droits fondamentaux de chaque citoyen sont garantis et le maximum d'intérêts légitimes sont pris en compte dans le processus d'élaboration des objectifs.
- ❷ Quelque soit le parti qui gouverne, il y a assez d'espace pour l'action politique et sociale offert à chacun pour s'associer avec ceux partageant ses idéaux en vue d'obtenir la majorité au cours des élections suivantes.

Jugé par rapport aux normes archaïques du pouvoir politique autocratique et sa culture respective, ces règles ressemblent à de simples déclarations ou celles manquant de clarté puisqu'il semble évident que chacun devrait utiliser le pouvoir politique mis à sa disposition au maximum.

De nos jours, où aucun pouvoir politique n'a encore besoin d'être adoubé par une autorité religieuse, les règles autocratiques du «tout-ou-rien»

sont extrêmement contre-productives pour l'ensemble des acteurs. Si un groupe monopolise tout pendant une courte période du temps, il doit se préparer à faire face à une vive résistance et la tentation de l'opposition de recourir à tous les moyens disponibles pour venir à bout de ce pouvoir. Dès que cela se produit, tout ce qu'on a obtenu par le manque de considération est de nouveau perdu ou tout au moins menacé.

Dans un tel état d'esprit, l'élaboration des solutions aux problèmes, la régulation du pays, l'intégration de tout le monde dans le gouvernement, et la capacité à planifier à long terme de manière à permettre à chacun de pouvoir faire de meilleures projections – en un mot, la stabilité sur laquelle chacun peut se fonder et l'intégrer de manière fiable dans sa stratégie d'action - seraient constamment évités. Il s'agit-là d'une stratégie manquant d'ingéniosité politique.

La culture démocratique moderne a développé la culture du compromis en tant que moyen de stabilisation. Au-delà de tous les avantages et inconvénients qui lui sont caractéristiques, elle a en particulier un effet stabilisateur.

Si tous les acteurs sont toujours capables de sauvegarder certains de leurs intérêts politiques sans faire partie d'un gouvernement, tout le monde sera gagnant à la fin. La stabilité établie de cette manière ouvre la voie à une action réussie, planifiée d'avance dans le long terme et assure la continuité car un changement brusque pour ou contre certaines orientations politiques peut être évité.

C'est donc la sagesse du compromis qui montre qu'à la fin, il vaut largement mieux s'empêcher d'atteindre certains de ses propres objectifs que de s'embarquer dans un jeu de «tout-ou-rien» dont les conséquences

sont toujours les mêmes: ce qu'on obtient facilement, on le perd tout aussi facilement.

Le compromis constitue donc une stratégie politique dont les caractéristiques sont l'ingéniosité, la prévoyance, et la considération.

Empêcher que le conflit ne dégénère est l'une des sagesses les plus importantes de la coopération démocratique, et le compromis lui sied à merveille. À travers les concessions faites au début, les compromis peuvent effectivement donner l'impression que les intérêts des faibles sont pris en compte dans les décisions en question, de façon symbolique et thématique. De cette manière, le durcissement et l'escalade du conflit peuvent être évités. C'est de cette manière que les bases de la coopération et de l'acceptation de toutes les institutions démocratiques sont établies de toute part.

12

La culture politique du compromis

Toute démocratie, aussi avancée soit-elle, vit de la qualité de ses institutions uniquement. A quoi sert-il d'avoir d'excellents droits de votes si plusieurs personnes ne peuvent en jouir pour cause d'intimidations et de violences ou si les électeurs ne savent pas grand-chose des partis en compétition? De quelle utilité est la démocratie si nombre de personnes n'ont pas l'information leur permettant de se prononcer dans le sens de leur intérêts au cours des élections, ou s'ils se détournent de la chose politique? Quelle est l'utilité des systèmes multi-partistes et du vote de la majorité si de pans entiers de la société se font mutuellement la guerre en faisant tout ce qui est possible pour les surmonter?

Pour que les institutions puissent effectivement promouvoir la démocratie et rester stables, la société a besoin d'une solide culture politique de la démocratie. La culture politique dénote l'étendue des connaissances effectivement disponibles au sein de la société, les attitudes instinctives, et les valeurs morales ainsi qu'éthiques liées à la politique.

La culture politique en démocratie requiert particulièrement le développement des aptitudes et habitudes suivantes:

- ▶ **La Connaissance** suffisante de son propre système politique, la possibilité d'être associé à ses décisions et ses résultats les plus importants pour le bien de la société;
- ▶ **L'attachement émotionnel et l'appui éthique aux valeurs** fondamentales de la démocratie et aux institutions politiques qui en sont issues;
- ▶ Une compréhension positive et active de son propre **rôle en tant que citoyen** ainsi que sa propre **part de responsabilité** pour le bien de la communauté.

Au-delà de cette orientation de base, une orientation supplémentaire est d'une importance particulière à la stabilité de la démocratie. La culture démocratique est également synonyme de **l'interrelation entre consensus et conflit, la volonté de parvenir à un bon compromis**, c'est à dire l'accord sur les fondamentaux, et les débats âpres sur les programmes politiques, ainsi que la perception des intérêts communs comme une situation normale dans les activités politiques de la démocratie.

L'éducation politique dans les écoles, les médias, l'éducation des adultes, les syndicats, et les débats publics peuvent apporter une contribution à la culture politique de la démocratie. Toutefois, une grande partie du travail doit être effectué à travers l'effort politique des citoyens, leurs expériences acquises au contact des institutions et des acteurs politiques ainsi que de leurs interactions avec les autres citoyens.

Toutefois, le comportement de l'élite politique joue souvent un rôle intentionnel, mais surtout capital dans le développement de la culture politique d'un pays. Les citoyens s'en inspirent pour évaluer leur propre système politique et son mode de fonctionnement. Le rôle positif et un comportement crédible de la part de l'élite politique peuvent contribuer de manière considérable à l'identification des valeurs fondamentales et des institutions au sein d'une démocratie pendant que l'égoïsme et le manque de considération, la corruption et l'irresponsabilité ont tendance à peindre, avec le temps, une image négative des institutions. Pour cette raison, le rôle des agents publics et des élus est d'une importance

capitale dans la préservation de la stabilité d'une démocratie. Dans la transition qui va de la culture politique féodale servile à la démocratie, ce serait certainement un prétexte pour refuser la démocratie si l'on voudrait d'abord attendre la maturation complète de la culture politique démocratique avant la mise en place des institutions démocratiques. La phrase «les gens ne sont pas encore prêts pour la démocratie» constitue généralement un prétexte de la part de l'élite dans son refus d'instaurer la démocratie pour le bien du peuple.

Mettre en place des institutions démocratiques a, de tout temps, représenté le moyen le plus sûr permettant de développer une culture politique en faveur d'une frange importante de la population. Tout ceci s'explique par le fait que l'on apprend à nager en nageant. Certes, la mise en place des institutions démocratiques régies par la loi constitue le meilleur préalable au développement de la culture démocratique, elle ne sert pour autant pas de garantie à la démocratie. En plus de la mise en place des institutions démocratiques proprement dites, le meilleur préalable au développement et à la stabilisation graduelle de la culture politique est le comportement public démocratique et irréprochable des agents publics et des élus, la conduite des affaires politiques respectueuse de la loi ainsi que le développement d'une société civile particulièrement active. Si ces facteurs sont réunis et leur développement encouragé, la culture démocratique a de fortes chances d'émerger.

La volonté et l'habitude de l'élite politique à parvenir à un bon compromis avec tous ceux disposés à apporter leur pierre à la construction du pays constituent une contribution essentielle à la promotion de la culture politique et démocratique.

Il importe certainement que ces compromis soient viables et raisonnables et ne constituent pas un simple marchandage garantissant uniquement les intérêts égoïstes des individus et groupes et ce, au détriment de l'intérêt général.

13

Communication: médiation du compromis

Le langage du compromis fait également partie de la culture du compromis. Aussi longtemps que le langage politique de l'intransigeance prévaut, il est possible que l'on fasse des remarques désobligeantes au sujet des résultats obtenus sur la base du compromis. Chaque compromis ressemblera donc à un compromis mesquin – un signe de faiblesse, une inconscience, et une trahison.

Les individus politiquement responsables sur la scène politique proprement dite, dans le journalisme et le système éducatif, doivent ainsi apporter leur contribution au développement d'un langage approprié du compromis pour atteindre des objectifs démocratiques. Les termes tels que «compréhension», «inclusion», «accord» et «gestion équitable» ont une connotation sémantique du compromis. Afin que ceci demeure crédible, il est également important de ne pas manquer du respect à une formation politique ou un individu présents sur la scène politique au cours des joutes politiques à l'instar des campagnes électorales.

On obtient plus de résultats lorsque les questions politiques en cours de discussions ne sont pas abordées avec un langage fondamentaliste axé sur la condamnation mutuelle. Le langage du conflit politique doit également se caractériser par la clarté et la distinction de l'esprit démocratique. La notion selon laquelle il est possible de parvenir à un compromis avec ceux dont on ne partage pas les points de vue aujourd'hui peut avoir un effet disciplinant.

Conclusion

Les compromis acceptables et équitables constituent une part essentielle de la culture politique de la démocratie. Ils sont l'expression de la sagesse politique parce qu'ils permettent, à long terme, de mieux garantir les intérêts des acteurs et de manière durable plutôt que l'étalage ponctuel de la supériorité de sa force. Ils affermissent la confiance entre les acteurs et la société. Enfin, ils stabilisent la démocratie parce qu'ils permettent à chacun de prendre conscience de sa réelle valeur. La démocratie a besoin et rend possible la culture des bons compromis.

A propos de l'auteur

Le Professeur Thomas Meyer, né en 1943, est considéré comme l'un des théoriciens les plus influents dans le domaine de la démocratie sociale en Allemagne. Il est Professeur des Sciences Politiques à l'Université de Dortmund et a également occupé le poste de directeur scientifique de l'Académie Politique de la Fondation Friedrich Ebert à Bonn. En sa qualité de Vice-Président de la Commission des Valeurs Fondamentales du parti démocratique allemand (SPD), il se trouve dans une position privilégiée lui permettant de traduire les concepts théoriques en propositions pragmatiques pour le parti. Le Professeur Meyer est en outre rédacteur-en-chef de l'un des journaux politiques et culturels les plus réputés d'Allemagne, *le Neue Gesellschaft/Frankfurter Hefte* - Journal de la Démocratie sociale.

Achevé d'imprimer
sur les presses de KS-Printing
2012

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) a été créée en 1925, selon les dernières volontés politiques de Friedrich Ebert, premier Président allemand démocratiquement élu. Ce social-démocrate, simple artisan d'origine, ayant gravi tous les échelons jusqu'à la plus haute fonction de l'Etat et fort de sa propre expérience douloureuse du combat politique, a voulu créer une fondation dont les objectifs sont de :

- promouvoir l'éducation politique et sociale d'hommes et femmes issus de tous milieux professionnels dans un esprit de démocratie et de pluralisme ;
- permettre à de jeunes hommes et femmes talentueux d'accéder à des études et à la recherche grâce à des bourses ;
- contribuer à la compréhension et à la coopération internationale.

En tant que fondation politique, reconnue d'utilité publique, la Friedrich-Ebert-Stiftung défend les idées et les valeurs fondamentales de la social-démocratie et assiste à la construction des démocraties à travers le monde.

Inspiré de l'histoire difficile de créer une société démocratique en Allemagne, notamment pendant la première moitié du XXe siècle, la fondation engage souvent un dialogue ouvert sur les éléments constitutifs d'une démocratie.

Ainsi, l'ouvrage « L'Art du Compromis » est une contribution à la réflexion qui vise à faire comprendre le rôle fondamental du compromis politique pour construire une démocratie dans son sens véritable : basé sur la liberté, armé d'une culture politique du respect mutuel et de la considération des avis et convictions de différentes composantes de la société, afin que les décisions politiques prises renforcent la confiance des uns et des autres dans la démocratie et contribuent donc à la stabilité de l'ordre social.

Friedrich-Ebert-Stiftung Bureau Cameroun

BP 11 939, Yaoundé
Boulevard de la Russie
Yaoundé-Bastos

Téléphone: +237 22 21 29 96

+237 22 21 52 92

Télécopie: +237 22 21 52 74

Site web: www.fes-kamerun.org

ISBN : 978-9956-444-68-5

www.fes-kamerun.org